

**Conseil national des
missions locales**

**Ministère de l'emploi, de
la cohésion sociale et du
logement**

Ministère de la Défense

La présidente

**Le Ministre délégué à l'emploi,
au travail et à l'insertion
professionnelle des jeunes**

**Le Ministre délégué aux anciens
combattants**

Convention partenariale

1 - CONTEXTE GENERAL

L'insertion professionnelle des jeunes français de 16 à 25 ans est une préoccupation majeure du gouvernement et de l'ensemble des partenaires institutionnels. Leur taux d'emploi est en effet près de deux fois moins important que celui de la moyenne des pays européens. Leur taux de chômage est plus du double de celui de l'ensemble de la population française, et pour les jeunes sortis sans qualification du système scolaire, près du quadruple.

Dans ce contexte et dès l'appel à la mobilisation de toutes les énergies lancé par le Premier ministre, le monde combattant a tenu à participer à « la bataille pour l'emploi ». Ainsi, en concertation avec les associations d'anciens combattants, « un plan d'action du monde combattant en faveur de l'emploi » a été élaboré. Il a été présenté en conseil des ministres le 21 septembre 2005 par Monsieur Hamlaoui Mékachéra, ministre délégué aux anciens combattants.

Les deux pièces maîtresses de ce dispositif sont d'une part l'ouverture, pour la première fois, des écoles de reconversion professionnelle (ERP) de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) aux jeunes en difficulté, et d'autre part la mise en place d'un réseau de tuteurs anciens combattants qui s'engagent à accompagner ces jeunes vers l'emploi.

Ces nouvelles possibilités offertes doivent pouvoir être mobilisées par les missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes (ML), et les permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO), qui sont chargées d'accompagner vers la vie professionnelle tout jeune de 16 à 25 ans en difficulté et confronté à un risque d'exclusion professionnelle.

Le réseau des ML-PAIO et les structures du monde combattant, et tout particulièrement les ERP de l'ONAC, ont décidé de renforcer leur collaboration, en proposant aux jeunes des formations qualifiantes dans les 9 ERP (voir annexe jointe) et des actions de parrainage vers l'emploi par des tuteurs anciens combattants.

Art. 1 : Objet de la convention

Il s'agit de permettre à des jeunes suivis par les ML-PAIO, en particulier ceux d'entre eux qui sont en contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS), d'accéder aux formations dispensées dans les ERP et de bénéficier d'actions de parrainage vers l'emploi, menées par des tuteurs bénévoles présentés par des associations d'anciens combattants.

Art. 2 : Modalités d'application

Les modalités d'inscription dans les stages ou formations des jeunes envoyés par les ML-PAIO, leur suivi lors de leur période dans une ERP ainsi que les modalités de mise en œuvre du parrainage par des tuteurs du monde combattant sont définies au niveau local entre les ML-PAIO et les ERP concernées. Ces modalités peuvent être précisées dans des conventions locales de partenariat entre les ML-PAIO et les ERP concernées.

Les animateurs régionaux des missions locales des régions concernées (Aquitaine, Bretagne, Haute-Normandie, Ile-de-France, Limousin, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes) apportent leur concours à la mise en œuvre et au suivi de cette convention. Ils veillent en particulier à la bonne connaissance par les missions locales de l'offre de formation des ERP.

Art. 3 : Suivi de la convention

Un comité de suivi, au niveau national, composé de représentants de l'ONAC, du CNML et de la DGEFP, se réunit au moins une fois par an.

Il a pour mission :

- de suivre et faciliter la mise en œuvre au niveau local des échanges entre les ML-PAIO et les ERP ;
- de se tenir informé des conventions conclues au niveau local ;
- de veiller à une diffusion large des échanges réalisés ;
- de suivre l'évolution annuelle du nombre de jeunes suivis par les ML-PAIO (dont le nombre de CIVIS) en formation ou en stage dans les ERP ou en actions de parrainage par des tuteurs du monde combattant, et du nombre de jeunes (dont le nombre de CIVIS) ayant un contrat de travail d'au moins six mois à l'issue de ces formations ou stages ou ces actions de parrainage ;
- de proposer des adaptations éventuelles aux formations ou stages ou actions de parrainage pour améliorer l'efficacité du partenariat au regard de l'insertion professionnelle.

Les animateurs régionaux des missions locales des régions concernées (Aquitaine, Bretagne, Haute-Normandie, Ile-de-France, Limousin, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes) transmettent au secrétariat du Conseil national des missions locales (CNML), avant la fin du mois de janvier, un bilan annuel de l'année écoulée sur les échanges réalisés au niveau local (conventions signées, jeunes en formation ou actions de parrainage...).

Art. 4 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de la signature. Elle est signée pour un an renouvelable par tacite reconduction et peut faire l'objet, chaque année, d'une adaptation sur décision conjointe des signataires.

Fait à Paris le 13 juin 2006

**Le ministre délégué à l'emploi, au travail
et à l'insertion professionnelle des jeunes,**

Gérard LARCHER

Le ministre délégué aux anciens combattants,

Hamlaoui MEKACHERA

**La présidente du
Conseil national des missions locales,**

Françoise de VEYRINAS

ANNEXE

LES ECOLES DE RECONVERSION PROFESSIONNELLE DE L'ONAC

- **Les ERP aujourd'hui**

Outil de formation et partie intégrante de la mission de solidarité de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, les 9 écoles de reconversion professionnelle (ERP) permettent aux travailleurs handicapés, aux ressortissants de l'établissement public et à d'anciens militaires de retrouver le chemin de l'emploi. Ces structures ont démontré à travers le temps et encore aujourd'hui, grâce à leurs résultats, leur remarquable capacité d'adaptation.

Réservées aux invalides de guerre dès 1914, ouvertes aux mutilés du travail en 1924, aux travailleurs handicapés en 1962, aux agriculteurs en reconversion au milieu des années soixante, aux enfants de Harkis, elles accueillent aussi aujourd'hui des militaires en reconversion. Depuis 2002, l'ONAC assure en effet la formation de militaires lors de leur congé de reconversion grâce à une convention de coopération avec le ministère de la Défense. Deux nouveaux secteurs d'activité sont apparus en 2004 : un nouvel accueil des enfants de supplétifs sous forme de conventions individuelles de formation et une intégration aux dispositifs de formation continue dans le cadre de la politique de l'emploi décidée par le Premier ministre.

Plus de 50 formations dans les trois grands secteurs d'activité (Agriculture, Industrie, Tertiaire) sont proposées par des écoles modernes réparties dans toute la France.

A la différence des centres de reconversion professionnelle qui préparent majoritairement à des certifications du ministère du travail, les ERP forment prioritairement aux diplômés de l'Education nationale : CAP, BEP, Baccalauréat professionnel, voire BTS.

Le plus souvent, la formation est organisée sur deux années « scolaires », éventuellement précédées d'un trimestre ou d'un semestre de « préformation » au cours desquelles le stagiaire se présente à un diplôme de niveau V en fin de première année et à un diplôme de niveau IV en fin de formation. Toutes les formations comportent des périodes en entreprise, souvent supérieures aux durées minimales réglementaires. Les périodes en entreprise, tout comme l'aide apportée aux stagiaires par un « chargé d'insertion » présent dans chaque école, participent au succès des ERP.

L'association avec des grands groupes employeurs comme Carrefour, Siemens, Midas, Thalès... assurent de vrais débouchés sur le marché du travail. L'utilisation des nouvelles technologies, l'élaboration de programmes de formation évolutifs et la prise en compte des situations individuelles en font des structures performantes présentant un taux de 86% de réussite moyenne aux examens et un taux d'insertion professionnelle de 68% toutes filières confondues.

- **L'ouverture des ERP à d'autres publics**

Les neuf écoles de reconversion professionnelle de l'ONAC contribuent au volet « formation » des actions du monde combattant en faveur de l'emploi de quatre manières :

- en intégrant comme nouveaux stagiaires, des jeunes en difficulté ou des chômeurs de longue durée, dans des formations existantes qui préparent à des diplômes de niveau V (CAP et BEP) ; cette modalité d'action suppose de disposer d'une bonne partie de l'année scolaire (de 6 à 9 mois) ;
- en proposant au même public des formations plus courtes visant à une intégration rapide dans le monde professionnel dans les secteurs les plus divers : entretien du bâtiment, entretien des espaces verts, second œuvre du bâtiment, sécurité, mécanique automobile, maintenance du matériel de santé, graphisme, etc. ; ces formations intègrent des modules de technique de recherche d'emploi et bénéficient de l'appui des chargés d'insertion professionnelle des écoles. Elles dureront de trois à six mois ;
- en offrant à la part de ce public en grande difficulté des remises à niveau en enseignement général, y compris à destination de personnes dont le français est la langue seconde, et des préformations, en particulier dans le second œuvre du bâtiment, visant à conforter leur orientation professionnelle ; ces formations, de courte durée (de 1 à 3 mois), peuvent être envisagées comme des préalables à une formation effectivement professionnelle, de préférence sous forme de contrats en alternance ;
- en mettant sur pied des modules de maîtrise des outils informatiques, et en particulier des logiciels bureautiques, comptables et de dessin technique, pour la part du public qui a déjà reçu une formation professionnelle devenue obsolète devant les exigences actuelles du marché du travail.

Au total, les neuf écoles de reconversion professionnelle de l'ONAC peuvent assurer pour ce public environ 1500 mois de formation.

LOCALISATION DES ECOLES :

Muret (31) Bordeaux (33) Rennes (35) Metz (57) Roubaix (59) Lyon (69) Oissel (76) Limoges (87) Soisy-sur-Seine (91)